

— een lijst van de overgedragen percelen en de overeenstemmende orthofotoplannen met de precieze plaatsbepaling van de betrokken percelen.

In geval van herzieningsaanvraag wegens privaatrechtelijke contractuele clausule bij grondoverdracht moeten de volgende voorwaarden worden vervuld :

— de bij de privaatrechtelijke contractuele clausule betrokken oppervlakten stonden vermeld in de oppervlakte-aangifte van de landbouwer-overdrager tijdens minstens twee jaar op de drie jaar voorafgaand aan de overdracht;

— de bij de privaatrechtelijke contractuele clausule betrokken oppervlakten worden niet overgenomen door andere landbouwers dan die betrokken bij de herzieningsaanvraag;

— door middel van voornoemd formulier erkent de aanvankelijke landbouwer-overdrager dat geen recht, zowel gewoon als braakrecht, hem persoonlijk zal worden toegekend wat betreft de oppervlakte en de bij de privaatrechtelijke contractuele clausule betrokken rechten;

— door middel van voornoemd formulier verbindt de landbouwer-overdrager zich ertoe om een aanvraag om vaststelling van de bedrijfstoelagerechten (deelname aan de bedrijfstoelageregeling), vergezeld van een afschrift van voornoemd formulier, behoorlijk ingevuld en ondertekend, in te dienen;

— de aanvankelijke landbouwer mag geen andere overeenkomst betreffende de betrokken rechten of de overdracht daarvan aangaan met andere landbouwers dan die betrokken bij de herzieningsaanvraag.

In voorkomend geval wordt de door de landbouwer ingediende aanvraag om privaatrechtelijke contractuele clausule in geval van grondoverdracht gelijkgesteld met één van de andere gevallen bedoeld in hoofdstuk 3, sectie 2, van Verordening (EG) nr. 795/2004. Indien noodzakelijk worden de landbouwers erom verzocht om eventuele bijkomende bewijsstukken te leveren.

In geval van herzieningsaanvraag wegens privaatrechtelijke contractuele clausule bij grondoverdracht wordt de herziening berekend volgens de procedure bedoeld in artikel 46 van Verordening (EG) nr. 1782/2003 en in artikel 17 van Verordening (EG) nr. 795/2004 of in voorkomend geval in een ander artikel van hoofdstuk 3, sectie 2, van laatstgenoemde Verordening.

Art. 12. Op straffe van verval of nietigheid moet elk beroep tegen een beslissing genomen ter uitvoering van dit besluit bij aangetekende brief ingediend worden bij het bestuur binnen de maand volgend op de kennisgeving van de beslissing.

Art. 13. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2005.

Namen, 7 juli 2006.

B. LUTGEN

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 2006 — 4096

[2006/203314]

7 JUILLET 2006. — Arrêté ministériel relatif aux demandes d'établissement ou d'adaptation des droits au paiement unique en 2005 par l'utilisation de la réserve nationale en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée en dernier lieu par la loi du 12 août 2003;
Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, notamment l'article 3, paragraphe 1^{er}, point 1^o, modifié par la loi du 29 décembre 1990;

Vu le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs et modifiant les Règlements (CEE) n° 2019/93, (CE) n° 1452/2001, (CE) n° 1453/2001, (CE) n° 1454/2001, (CE) n° 1868/94, (CE) n° 1251/1999, (CE) n° 1254/1999, (CE) n° 1673/2000, (CEE) n° 2358/71 et (CE) n° 2529/2001, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 319/2006 de la Commission du 20 février 2006;

Vu le Règlement (CE) n° 795/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application du régime de paiement unique prévu par le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 658/2006 de la Commission du 27 avril 2006;

Vu le Règlement (CE) n° 796/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application de la conditionnalité, de la modulation et du système intégré de gestion et de contrôle prévus par le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs et modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 659/2006 de la Commission du 27 avril 2006;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune;

Vu l'accord de coopération du 18 juin 2003 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'Agriculture et de la Pêche;

Vu l'accord de coopération du 30 mars 2004 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'Agriculture et de la Pêche;

Vu la notification faite par la Belgique en date du 29 juillet 2004 au titre des articles 58, paragraphe 1^{er}, et 64, paragraphe 1^{er}, et 70, paragraphe 1^{er}, point a), 2^e tiret, du Règlement (CE) n° 1782/2003;

Vu la concertation entre les gouvernements régionaux et l'autorité fédérale intervenue le 12 juin 2006;

Vu l'urgence;

Considérant l'obligation de se conformer sans retard aux Règlements du Conseil et de la Commission visés au préambule;

Considérant qu'il y a lieu, en ce qui concerne l'utilisation de la réserve nationale pour l'octroi de droits au paiement unique, de préciser les conditions d'éligibilité à ces droits pour les agriculteurs se trouvant dans des situations spéciales ou lors de programmes de restructuration et/ou de développement et de fixer les modalités d'établissement ou d'adaptation des droits au paiement unique;

Considérant que les agriculteurs qui souhaitent bénéficier de ces droits issus de la réserve nationale doivent introduire, pour l'année civile 2005 leur demande pour le 31 mars 2005 et doivent en connaître les conditions et modalités d'attribution;

Considérant que l'administration doit, afin de contrôler efficacement les demandes d'établissement ou d'adaptation des droits au paiement unique par l'utilisation de la réserve nationale, vérifier la réalité des transferts d'exploitations ou de parties d'exploitation lorsque de tels transferts sont invoqués;

Considérant que dans un souci de simplification, il convient d'utiliser les données qui sont déjà à disposition de l'administration;

Considérant que, dans le cadre des demandes d'établissement ou d'adaptation des droits au paiement unique par l'utilisation de la réserve nationale, la preuve de l'existence d'un bail peut être fournie par toutes voies de droit, témoins et présomptions compris et que, de ce fait, l'occupation des terres telle que déclarée par les agriculteurs dans leur déclaration de superficie constitue une présomption de l'occupation de ces terres par ceux-ci;

Considérant que les déclarations de superficies sont à disposition de l'administration et que de la sorte cet élément est vérifiable par celle-ci;

Considérant que des pénalités sont prévues en cas de mauvaise application du nouveau régime de paiement unique ou en cas de non-respect des délais imposés par la réglementation européenne pour la mise en place du régime;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3 paragraphe 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996,

Arrête :

Article 1^{er}. Outre les définitions existantes du Règlement (CE) n° 1782/2003 du 29 septembre 2003 du Conseil et des Règlements (CE) n° 795/2004 et 796/2004 du 21 avril 2004 de la Commission, pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° "droit" : droit au paiement unique tel que visé à l'article 43 du Règlement (CE) n° 1782/2003;

2° "héritage" : héritage réglé par le droit héréditaire;

3° "héritage anticipé" : reprise par donation entre vifs;

4° "numéro d'unité de production" : le numéro unique que l'administration utilise pour identifier l'ensemble des moyens de production en connexité fonctionnelle, en ce compris les bâtiments, les infrastructures de stockage, les animaux d'élevage et les terres, qui sont nécessaires à l'agriculteur en vue de l'exercice d'une ou plusieurs activités agricoles.

Art. 2. L'agriculteur se trouvant dans une situation spéciale, qui sollicite en 2005 lors d'une demande initiale, conformément à l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune, l'établissement ou l'adaptation de ses droits par l'utilisation de la réserve nationale, doit motiver sa demande conformément aux instructions de l'administration. La demande ne peut être fondée que sur une, éventuellement plusieurs, des situations visées à l'article 3. Toutes les conditions requises relatives à l'élément considéré doivent être satisfaites.

La présente disposition s'applique également pour les agriculteurs dans les zones soumises à des programmes de restructuration et/ou de développement.

La motivation de la demande initiale de l'agriculteur doit être introduite par le biais du formulaire standardisé mis à sa disposition par l'administration.

Lorsque l'agriculteur demandeur ou, le cas échéant, cédant, est un groupement de personnes physiques ou en cas de personne morale avec plusieurs gérants, toutes les personnes concernées doivent signer le formulaire de demande.

Art. 3. § 1^{er}. Pour les demandes visées à l'article 2, introduites en 2005, quatre situations peuvent être prises en considération :

1° les investissements dans des capacités de production;

2° l'achat ou la location de terres;

3° l'application de programmes de restructuration;

4° les actes administratifs et décisions judiciaires.

§ 2. La totalité des droits de l'agriculteur qui ont été établis ou adaptés par l'utilisation de la réserve nationale doivent être utilisés chaque année pendant une période de cinq ans courant à partir de leur attribution, conformément à l'article 18 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 précité.

Toutefois, en cas d'adaptation des droits existants, le premier alinéa ne s'applique pas aux droits pour lesquels l'augmentation de la valeur unitaire est inférieure ou égale à 20 %.

Art. 4. § 1^{er}. Lorsque la motivation de la demande, en 2005, d'établissement ou d'adaptation des droits par l'utilisation de la réserve nationale est fondée sur des investissements dans des capacités de production, les conditions suivantes doivent être satisfaites :

- l'investissement doit avoir été effectué dans des capacités de production relatives aux régimes d'aides du secteur animal intégrés dans le calcul des droits, dits régimes découplés, à l'exclusion des régimes visés au troisième alinéa de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006;

- les investissements considérés concernent la construction, la rénovation et l'achat de bâtiments d'élevage;

- l'investissement doit atteindre au minimum 12.500 euros dans des bâtiments d'élevage dans le secteur bovin ou 1.250 euros dans des bâtiments d'élevage dans le secteur ovin;

- l'investissement ne peut pas avoir donné droit à des paiements de régimes découplés pendant la période de référence;

- l'investissement doit avoir été effectué au plus tard le 15 mai 2004;

- dans le cas de construction, d'équipement ou de rénovation, les factures relatives aux travaux effectués doivent avoir été dressées entre le 1^{er} janvier 2000 et le 15 mai 2004 et doivent être conformes à la réglementation fiscale;

- dans le cas d'achat de bâtiment, le bâtiment ne peut pas avoir été occupé pendant la période de référence par l'agriculteur demandeur et l'acte d'achat doit avoir été signé au plus tard le 15 mai 2004 ou, lorsque l'achat n'a pas encore été réalisé, le compromis de vente doit avoir été signé au plus tard le 15 mai 2004;

- dans le cas d'achat de bâtiment, l'agriculteur demandeur ne peut pas avoir introduit de demande de révision des droits provisoires fondée sur un héritage, un héritage anticipé, une succession par voie de cession de bail, une fusion d'exploitations, une scission d'exploitation ou une clause contractuelle privée en cas de transfert de terres visés à l'article 3, paragraphe 2, points 3^o, 5^o et 9^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 précité;

- la somme des aides reçues dans le secteur bovin pour le ou les régimes d'aides découplés ou des aides reçues dans le secteur ovin pour la campagne de primes 2004 doit être supérieure de 30 % au moins à la moyenne des sommes reçues pour ces aides pendant la période de référence.

§ 2. L'agriculteur demandeur doit introduire le formulaire standardisé visé à l'article 2, troisième alinéa, en y complétant le ou les tableaux récapitulatifs des factures requis.

La motivation de la demande doit être accompagnée des pièces justificatives suivantes nécessaires au traitement de cette demande :

- dans le cas de construction, d'équipement ou de rénovation, une copie des factures relatives aux travaux effectués mentionnant clairement, notamment, le numéro de la facture, la date, les nom et adresse de l'agriculteur, le numéro de T.V.A.;

- dans le cas d'achat de bâtiment, une copie de l'acte de propriété ou de l'acte d'achat ou, éventuellement, du compromis de vente pour autant que l'agriculteur communique une copie de l'acte d'achat dans les dix jours où ce dernier sera établi et pour autant que l'agriculteur s'y engage.

§ 3. En cas de motivation fondée sur des investissements dans des capacités de production, lorsque les conditions visées aux paragraphes 1^{er} et 2 sont satisfaites, le montant de référence tel que visé par l'article 37, premier paragraphe, du Règlement (CE) n° 1782/2003 est calculé en remplaçant les données de référence relatives aux aides ovines et/ou bovines par les données relatives aux aides ovines et/ou bovines reçues en 2004.

Art. 5. § 1^{er}. Lorsque la motivation de la demande, en 2005, d'établissement ou d'adaptation des droits par l'utilisation de la réserve nationale est fondée sur l'achat ou la location de terres, seules peuvent être reconnues par l'administration les trois situations suivantes :

1° l'héritage ou héritage anticipé d'une exploitation entière ou partielle qui a été affermée pendant la période de référence au plus tard le 15 mai 2004;

2° l'achat de terres au plus tard le 15 mai 2004;

3° la prise en location de longue durée d'une partie ou de la totalité d'une exploitation entre le 1^{er} janvier 2003 et le 15 mai 2004.

§ 2. En cas de motivation fondée sur l'achat ou la location de terres, les conditions suivantes doivent être satisfaites :

- le cédant des terres considérées en était le propriétaire;

- en cas d'héritage ou d'héritage anticipé, les terres considérées étaient mises à bail à un ou des tiers;

- l'agriculteur demandeur ne peut pas avoir déclaré la superficie concernée pendant toute ou partie de la période de référence;

- dans le cas d'un achat, d'un héritage, d'un héritage anticipé ou d'une location faisant suite à un congé donné par le bailleur en vue d'exploitation personnelle en application de l'article 7 de la loi sur le bail à ferme, l'agriculteur demandeur doit avoir déclaré cette superficie dans sa déclaration de superficie relative à 2005;

- dans les autres cas, l'agriculteur demandeur doit avoir déclaré cette superficie dans ses déclarations de superficie relatives à 2004 et 2005;

- la superficie concernée doit être au minimum de deux hectares;

- la superficie totale déclarée par l'agriculteur demandeur en 2005 doit être égale ou supérieure au nombre d'hectares notifié provisoirement tel que visé à l'article 43, paragraphe 1^{er}, du Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, augmenté de la superficie concernée;

- la superficie concernée doit augmenter le nombre moyen d'hectares tel que visé à l'article 43, paragraphe 1^{er}, du Règlement (CE) n° 1782/2003 d'un minimum de 5 %;

- la superficie concernée ne peut pas avoir fait l'objet, en tout ou en partie, d'une demande de révision des droits provisoires fondée sur un héritage, un héritage anticipé, une succession par voie de cession de bail, une fusion d'exploitations, une scission d'exploitation ou une clause contractuelle privée en cas de transfert de terres visés à l'article 3, paragraphe 2, points 3^o, 5^o et 9^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 précité.

§ 3. L'agriculteur demandeur doit introduire le formulaire standardisé visé à l'article 2, troisième alinéa, en y indiquant le nombre d'hectares dont il a repris la jouissance en vertu de l'héritage, de l'achat ou de la location de terres concerné.

La motivation de la demande doit être accompagnée des pièces justificatives suivantes nécessaires au traitement de cette demande :

- un orthophotoplan sur lequel toutes les parcelles faisant l'objet de l'héritage, de l'achat ou de la location de terres concerné sont dessinées et numérotées en rouge;

- en cas d'héritage ou d'héritage anticipé, une attestation notariale ou une copie de l'acte de succession ou de donation;

- en cas d'achat de terres, une copie de l'acte de propriété ou de l'acte d'achat ou, éventuellement, du compromis de vente signé au plus tard le 15 mai 2004 pour autant que l'agriculteur communique une copie de l'acte d'achat dans les dix jours où ce dernier sera établi et pour autant que l'agriculteur s'y engage;

- en cas de location de longue durée d'une partie ou de la totalité d'une exploitation, soit la copie du contrat de bail à ferme signé devant le notaire avant le 15 mai 2004, soit la copie d'un bail sous seing privé signé au plus tard le 15 mai 2004 et enregistré au plus tard avant la date d'introduction de la demande initiale de droits issus de la réserve nationale, visée à l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 précité.

§ 4. En cas de motivation fondée sur l'achat ou la location de terres, lorsque les conditions visées aux paragraphes 1^{er} à 3 sont satisfaites, le nombre de droits attribués à l'agriculteur est augmenté d'un nombre de droits égal au nombre d'hectares retenus par l'administration, dont il a repris la jouissance en vertu de l'héritage, de l'achat ou de la location de terres concerné.

Ce nombre d'hectares retenu est multiplié par le coefficient 0,83, nommé taux de primabilité. La valeur de chacun de ces droits octroyés par l'utilisation de la réserve nationale correspond à la moyenne régionale, soit à 252,60 euros, diminuée des réductions telles que visées par les articles 41 et 42 du Règlement (CE) n° 1782/2003.

Art. 6. § 1^{er}. Lorsque la motivation de la demande, en 2005, d'établissement ou d'adaptation des droits par l'utilisation de la réserve nationale est fondée sur l'application de programmes de restructuration, seules les trois situations suivantes peuvent être reconnues par l'administration :

1° suite à un remembrement officiel, l'agriculteur a reçu une superficie inférieure à ce dont il disposait avant le remembrement;

2° suite à une expropriation pour cause d'utilité générale ou parce que l'affectation au plan de secteur en a été modifiée, une des parcelles de terre au moins, déclarée par l'agriculteur et comptabilisée dans le calcul de son nombre d'hectares tel que visé à l'article 43, paragraphe 1^{er}, du Règlement (CE) n° 1782/2003, n'est plus exploitable depuis une date comprise entre le 1^{er} janvier 2000 et la date d'introduction de la demande initiale de droits issus de la réserve nationale, visée à l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 précité;

3° suite à son achat par une Province, Commune, société intercommunale ou réserve naturelle, une des parcelles de terre au moins, déclarée par l'agriculteur et comptabilisée dans le calcul de son nombre d'hectares tel que visé à l'article 43, paragraphe 1^{er}, du Règlement (CE) n° 1782/2003, n'est plus exploitable depuis une date comprise entre le 1^{er} janvier 2000 et la date d'introduction de la demande initiale de droits issus de la réserve nationale, visée à l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 précité.

§ 2. En cas de motivation fondée sur l'application de programmes de restructuration et/ou de développement, les conditions suivantes doivent être satisfaites :

- la demande ne peut concerner que les droits ordinaires;

- l'agriculteur doit déclarer, au moment de sa demande initiale de droits issus de la réserve nationale, la totalité des superficies dont il a la jouissance;

- les superficies perdues ne peuvent faire l'objet d'aucune déclaration de superficie ni en 2005, ni durant les années qui suivent;

- le rapport entre la superficie totale des parcelles déclarées avec les codes de destination A, X et I, dans la déclaration de superficie et demande d'aides relative à 2005 et le nombre d'hectares tel que visé à l'article 43, paragraphe 1^{er}, du Règlement (CE) n° 1782/2003 doit être supérieur ou égal à 0,5 et inférieur à 1.

§ 3. L'agriculteur demandeur doit introduire le formulaire standardisé visé à l'article 2, troisième alinéa, en y indiquant le nombre d'hectares dont il a perdu la jouissance en vertu de l'application du programme de restructuration concerné.

En cas de remembrement officiel, la motivation de la demande doit être accompagnée des pièces justificatives suivantes :

- une copie de l'acte de remembrement ou de l'acte d'échange d'exploitation établis par le Comité d'acquisition d'immeubles;

- un orthophotoplan sur lequel la ou les parcelles concernées est ou sont dessinées et numérotées en rouge.

En cas d'expropriation pour cause d'utilité générale ou lorsque l'affectation des parcelles a été modifiée au plan de secteur, la motivation de la demande doit être accompagnée des pièces justificatives suivantes :

- pour chaque parcelle concernée, une copie de l'acte d'expropriation ou de la décision de modification au plan de secteur;

- un orthophotoplan sur lequel la ou les parcelles concernées est ou sont dessinées et numérotées en rouge;

- un tableau reprenant la présence des parcelles concernées au cours des années de la période de référence.

En cas d'achat par une Province, Commune, société intercommunale ou réserve naturelle, la motivation de la demande doit être accompagnée des pièces justificatives suivantes :

- pour chaque parcelle concernée, une copie de l'acte d'achat;

- un orthophotoplan sur lequel la ou les parcelles concernées est ou sont dessinées et numérotées en rouge;

- un tableau reprenant la présence des parcelles concernées au cours des années de la période de référence.

§ 4. En cas de motivation fondée sur l'application de programmes de restructuration et/ou de développement, lorsque les conditions visées aux paragraphes 1^{er} à 3 sont satisfaites, le nombre total de droits attribués à l'agriculteur est réduit du nombre de droits correspondant aux superficies perdues par l'agriculteur et la valeur unitaire des droits est augmentée et calculée conformément à l'article 7, paragraphe 4, du règlement (CE) n° 795/2004.

Art. 7. Lorsque la motivation de la demande, en 2005, d'établissement ou d'adaptation des droits par l'utilisation de la réserve nationale est fondée sur un acte administratif ou sur une décision judiciaire, seuls peuvent être pris en considération les jugements intervenus au plus tard le 31 mars 2005.

Art. 8. Les infractions au présent arrêté sont recherchées, constatées et punies conformément à la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime.

En outre, des infractions aux dispositions légales en vigueur peuvent mener au retrait de primes, conformément au Règlement (CE) n° 796/2004.

Art. 9. Sous peine de forclusion ou de nullité, tout recours contre une décision prise en application du présent arrêté doit être introduit par lettre recommandée, auprès de l'administration, dans le mois qui suit la communication de la décision.

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2005.

Namur, le 7 juillet 2006.

B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 4096

[2006/203314]

7. JULI 2006 — Ministerialerlass über die Anträge auf Bestimmung oder Anpassung der Ansprüche auf die Betriebsprämie für das Jahr 2005 durch die Verwendung der nationalen Reserve in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 12. August 2003;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, insbesondere des Artikels 3, § 1, 1^o, abgeändert durch das Gesetz vom 29. Dezember 1990;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe und zur Änderung der Verordnungen (EWG) Nr. 2019/93, (EG) Nr. 1452/2001, (EG) Nr. 1453/2001, (EG) Nr. 1454/2001, (EG) Nr. 1868/94, (EG) Nr. 1251/1999, (EG) Nr. 1254/1999, (EG) Nr. 1673/2000, (EWG) Nr. 2358/71 und (EG) Nr. 2529/2001, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 319/2006 der Kommission vom 20. Februar 2006;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 795/2004 der Kommission vom 21. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Betriebsprämienregelung gemäß der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 658/2006 der Kommission vom 27. Dezember 2006;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 796/2004 der Kommission vom 21. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen, zur Modulation und zum Integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem nach der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe und zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 659/2006 der Kommission vom 27. März 2006;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik;

Aufgrund des Kooperationsabkommens vom 18. Juni 2003 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten in den Bereichen Landwirtschaft und Fischerei;

Aufgrund des Kooperationsabkommens vom 30. März 2004 zwischen der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten in den Bereichen Landwirtschaft und Fischerei;

Aufgrund der belgischen Mitteilung vom 29. Juli 2004 bezüglich der Artikel 58, § 1, 64, § 1 und 70, § 1, Punkt a), 2. Strich der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003;

Aufgrund der am 12. Juni 2006 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Verpflichtung, den in der Präambel aufgeführten Verordnungen des Rats und der Kommission unverzüglich nachzukommen;

In der Erwägung, dass einerseits für die Verwendung der nationalen Reserve für die Gewährung von Ansprüchen auf die Betriebsprämie die Bedingungen für die Beihilfefähigkeit zu bestimmen sind, sei es für jene Landwirte, die sich in außergewöhnlichen Situationen befinden und/oder bei Umstrukturierungs- oder Entwicklungsprogrammen, und dass andererseits die Modalitäten für die Bestimmung oder Anpassung der Ansprüche auf die Betriebsprämie festzulegen sind;

In der Erwägung, dass die Landwirte, die diese Ansprüche aus der nationalen Reserve beziehen möchten, für das Kalenderjahr 2005 ihren Antrag bis zum 31. März einreichen müssen und daher über die Bedingungen und die Modalitäten für die Vergabe dieser Ansprüche informiert sein müssen;

In der Erwägung, dass die Verwaltung um die Anträge auf Bestimmung oder Anpassung von Ansprüchen auf die Betriebsprämie durch die Verwendung der nationalen Reserve wirkungsvoll zu kontrollieren, die Wirklichkeit der Übertragungen von Betrieben oder von Betriebsabschnitten überprüfen muss, insofern derartige Übertragung geltend gemacht werden;

In der Erwägung, dass im Sinne einer Vereinfachung, die Daten, die der Verwaltung bereits zur Verfügung stehen, zu verwenden sind;

In der Erwägung, dass im Rahmen der Anträge auf Bestimmung oder Anpassung von Ansprüchen auf die Betriebsprämien durch die Verwendung der nationalen Reserve der Beweis des Bestehens eines Pachtvertrags mit allen Rechtsmitteln, einschließlich durch Zeugen und Vermutungen, erbracht werden kann und dass infolgedessen die Nutzung der Ländereien, wie sie durch die überlassenden Landwirte in ihrer Flächenerklärung erklärt worden ist, eine Vermutung der vorherigen Nutzung dieser Ländereien durch den betroffenen überlassenden Landwirt darstellt;

In der Erwägung, dass die Flächenerklärungen zur Verfügung der Verwaltung stehen und diese Angaben durch die Verwaltung auf diese Art und Weise überprüft werden können;

In der Erwägung, dass Sanktionen vorgesehen sind im Falle der unsachgemäßen Anwendung der neuen Regelung für die Zahlung der Betriebsprämie und der Nichteinhaltung der durch die Europäischen Bestimmungen auferlegten Fristen für die Einführung dieser neuen Regelungen;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere Artikel 3, § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996,

Beschließt:

Artikel 1 - Zusätzlich zu den in der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 vom 29. September 2003 des Rates und in den Verordnungen (EG) Nr. 795/2004 und 796/2004 vom 21. April 2004 der Kommission bestehenden Definitionen gelten für die Anwendung des vorliegenden Erlasses folgende Definitionen:

1° "Anspruch": Anspruch auf die Betriebsprämie nach Artikel 43 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003;

2° "Vererbung": durch das Erbrecht geregelte Erbschaft;

3° "vorweggenommene Erbfolge": Übernahme durch Schenkung unter Lebenden;

4° "Nummer der Produktionseinheit": die einzige Nummer, die die Verwaltung verwendet, um alle funktionalen Zusammenschlüsse von Produktionsmitteln, einschließlich der Gebäude, der Lagereinrichtungen, der Zuchttiere und der landwirtschaftlichen Flächen, die der Erzeuger für die Ausübung einer landwirtschaftlichen Tätigkeit benötigt, zu identifizieren.

Art. 2 - Der Landwirt, der sich in einer außergewöhnlichen Situation befindet und der 2005 im Rahmen eines ursprünglichen Antrags gemäß Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik die Bestimmung oder die Anpassung seiner Ansprüche durch die Verwendung der nationalen Reserve beantragt, muss seinen Antrag gemäß den Anforderungen der Verwaltung begründen. Der Antrag kann nur durch eine, ggf. mehrere der in Artikel 3 erwähnten Situationen begründet werden. Alle Bedingungen, die sich auf die betreffende Situation beziehen, müssen erfüllt sein.

Die vorliegende Bestimmung ist ebenfalls anwendbar für die Landwirte, deren Betrieb in Zonen liegt, in denen Umstrukturierungs- oder Entwicklungsprogramme durchgeführt werden.

Die Begründung des ursprünglichen Antrags des Landwirts ist anhand des ihm von der Verwaltung zur Verfügung gestellten Musterformulars einzureichen.

Falls es sich bei dem antragstellenden Landwirt oder ggf. bei dem überlassenden Landwirt um einen Zusammenschluss von natürlichen Personen oder handelt es sich um eine juristische Person mit mehreren Verwaltern, so müssen alle betreffenden Personen das Antragsformular unterzeichnen.

Art. 3 - § 1. Für die in Artikel 2 angeführten und 2005 eingereichten Anträge können vier Situationen berücksichtigt werden:

1° Investitionen zur Erhöhung der Betriebskapazitäten;

2° Ankauf oder Pacht von Ländereien;

3° Anwendung von Umstrukturierungsprogrammen;

4° Verwaltungshandlungen und Gerichtsbeschlüsse.

§ 2. Die Gesamtheit der Ansprüche des Landwirts, die durch die Verwendung der nationalen Reserve bestimmt oder angepasst wurden, müssen gemäß Artikel 18 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 über einen Zeitraum von fünf Jahren ab ihrer Zuteilung jedes Jahr verwendet werden.

Im Falle einer Anpassung der bestehenden Ansprüche ist der erste Absatz jedoch auf jene Rechte, für die die Erhöhung des Einzelwertes 20% nicht übersteigt, nicht anwendbar.

Art. 4 - § 1. Falls die Begründung des für das Jahr 2005 eingereichten Antrags auf Bestimmung oder Anpassung der Ansprüche durch die Verwendung der nationalen Reserve sich auf Investitionen zur Erhöhung der Betriebskapazitäten bezieht, so sind die folgenden Bedingungen zu erfüllen:

- die Investition muss getätigt worden sein, um die Produktionskapazitäten bezüglich der Beihilferegeln für den Tiersektor, die bei der Berechnung der Ansprüche berücksichtigt werden, die sogenannten entkoppelten Beihilferegeln, zu erhöhen, mit Ausnahme der in Artikel 2, Absatz 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 angeführten Regelungen;

- die berücksichtigten Investitionen betreffenden den Bau, die Sanierung und den Ankauf von Tierzuchtgebäuden;

- die Investition muss sich auf wenigstens 12.500 Euro bei Tierzuchtgebäuden im Rindersektor und auf 1.250 Euro bei Tierzuchtgebäuden im Schafsektor belaufen;
- die Investition darf nicht dazu geführt haben, dass im Laufe des Referenzzeitraums Ansprüche auf Zahlungen im Rahmen der entkoppelten Beihilferegelungen entstanden sind;
- die Investition muss spätestens am 15. Mai 2004 getätigt worden sein;
- Handelt es sich um den Bau, die Ausrüstung oder eine Sanierung, müssen die Rechnungen für die ausgeführten Arbeiten zwischen dem 1. Januar 2000 und dem 15. Mai 2004 ausgestellt worden sein und den Anforderungen der geltenden Steuergesetzgebung entsprechen;
- Handelt es sich um den Ankauf eines Gebäudes, darf dieses Gebäude während des Referenzzeitraums nicht von dem antragstellenden Landwirt benutzt worden sein und der Kaufvertrag muss spätestens am 15. Mai 2004 unterzeichnet worden sein. Falls der Ankauf noch nicht stattgefunden hat, so muss die Verkaufszusage spätestens am 15. Mai 2004 unterzeichnet worden sein.
- Handelt es sich um den Ankauf eines Gebäudes, darf der antragstellende Landwirt keinen Antrag auf Revision der vorläufigen Rechte wegen einer Erbschaft, einer vorweg genommenen Erbschaft, einer Erbschaft durch Übertragung eines Pachtvertrags, einer Fusion von Betrieben, einer Aufteilung eines Betriebs oder einer privaten Vertragsklausel im Falle der Übertragung von Ländereien, angeführt in Artikel 3, Paragraph 2, Punkt 3°, 5° und 9° des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 eingereicht haben.
- Die Summe der im Rindersektor erhaltenen Beihilfen für die entkoppelte(n) Beihilferegelung(en) oder die Summe der für den Schafsektor erhaltenen Beihilfen (jeweils für das Antragsjahr 2004) muss wenigstens 30% über dem Durchschnitt der im Laufe des Referenzzeitraums im Rahmen dieser Beihilfen gezahlten Summen liegen.

§ 2. Der antragstellende Landwirt muss das in Artikel 2, Absatz 3 angeführte Musterformular einreichen, nachdem er die zusammenfassende Tabelle (n) über die erforderlichen Rechnungen ausgefüllt hat.

Der Begründung des Antrags müssen die nachfolgenden Belege beigefügt werden, die für die weitere Bearbeitung notwendig sind:

- Handelt es sich um den Bau, die Ausrüstung oder eine Sanierung, eine Kopie der Rechnungen für die ausgeführten Arbeiten, auf denen deutlich insbesondere die Rechnungsnummer, das Datum, der Name und die Anschrift des Landwirts und die MwSt.-Nummer vermerkt werden;
- Handelt es sich um den Ankauf eines Gebäudes, eine Kopie der Besitzurkunde oder des Kaufvertrags oder ggf. der Verkaufszusage unter der Bedingung, dass der Landwirt innerhalb von zehn Tagen nach Unterzeichnung des Kaufvertrags eine Kopie dieses Vertrags übermittelt, falls der Landwirt sich dazu verpflichtet hat.

§ 3. Bezieht sich die Begründung auf Investitionen zur Erhöhung der Betriebskapazitäten und sind die in den Paragraphen 1 und 2 angeführten Bedingungen erfüllt, so wird der in Artikel 37, Absatz 1 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 angeführte Referenzbetrag berechnet, indem die Referenzangaben bezüglich der Beihilfen im Rinder- und / oder Schafsektor durch die Angaben über die 2004 erhaltenen Beihilfen im Rinder- und / oder Schafsektor ersetzt werden.

Art. 5 - § 1. Falls die Begründung des für das Jahr 2005 eingereichten Antrags auf Bestimmung oder Anpassung der Ansprüche durch die Verwendung der nationalen Reserve sich auf Investitionen zur Erhöhung der Betriebskapazitäten bezieht, so können lediglich die drei nachfolgenden Situationen von der Verwaltung berücksichtigt werden:

1° Vererbung oder vorweggenommene Erbfolge eines gesamten Betriebs oder eines Teils davon, der während des Referenzzeitraums und spätestens am 15. Mai 2004 verpachtet worden war;

2° Ankauf der Ländereien spätestens am 15. Mai 2004;

3° Langfristige Pacht eines Teils des Betriebs oder des gesamten Betriebs zwischen dem 1. Januar 2003 und dem 15. Mai 2004.

§ 2. Bezieht sich die Begründung auf den Ankauf oder die Pacht von Ländereien, so müssen die folgenden Bedingungen erfüllt werden:

- der Überlasser der betreffenden Ländereien war deren Besitzer;
- handelt es sich um eine Erbschaft oder eine vorweggenommene Erbschaft, so waren die betreffenden Ländereien an eine oder mehrere Drittpersonen verpachtet;
- der antragstellende Landwirt darf die betreffende Fläche während des gesamten Referenzzeitraums oder eines Teils davon nicht angegeben haben;
- im Falle eines Ankaufs, einer Erbschaft, einer vorweggenommenen Erbschaft oder einer Pacht, die darauf zurückgeht, dass der Verpächter dem Pächter gekündigt hat, um die Fläche in Anwendung von Artikel 7 des Gesetzes über die Landpacht selbst zu bewirtschaften, muss der antragstellende Landwirt diese Fläche in seiner für das Jahr 2005 eingereichten Flächenerklärung angegeben haben;
- in den anderen Fällen muss der antragstellende Landwirt diese Fläche in seinen Flächenerklärungen für die Jahre 2004 und 2005 angegeben haben;
- die betreffende Fläche muss wenigstens zwei Hektar umfassen;
- die insgesamt im Jahre 2005 durch den antragstellenden Landwirt angegebene Fläche muss gleich oder größer sein als die provisorisch mitgeteilte Anzahl Hektar nach Art. 43, Absatz 1 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe, erhöht um die betreffende Fläche;
- die in Artikel 43, Absatz 1 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 erwähnte durchschnittliche Hektarzahl muss durch die betreffende Fläche um wenigstens 5% erhöht werden;
- für die gesamte betreffende Fläche oder für einen Teil dieser Fläche darf kein Antrag auf Revision der vorläufigen Rechte wegen einer Erbschaft, einer vorweggenommenen Erbschaft, einer Erbschaft durch Übertragung eines Pachtvertrags, einer Fusion von Betrieben, einer Aufteilung eines Betriebs oder einer privaten Vertragsklausel im Falle der Übertragung von Ländereien, angeführt in Artikel 3, Paragraph 2, Punkt 3°, 5° und 9° des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 eingereicht worden sein.

§ 3. Der antragstellende Landwirt muss das in Artikel 2, Absatz 3 angeführte Musterformular einreichen, indem er die Anzahl Hektar angibt, deren Nutznießung er durch Erbschaft, Ankauf oder Pacht der betreffenden Ländereien übernommen hat.

Der Begründung des Antrags müssen die nachfolgenden Belege beigefügt werden, die für die weitere Bearbeitung notwendig sind:

- ein Orthofotoplan, auf dem alle Parzellen, die Gegenstand der Erbschaft, des Ankaufs oder der Pacht der Ländereien sind, in roter Farbe eingezeichnet und nummeriert sind;
- Handelt es sich um eine Erbschaft, einer vorweggenommenen Erbschaft, eine notarielle Bescheinigung oder eine Kopie der Erbschafts- oder Schenkungsurkunde;
- Handelt es sich um den Ankauf von Ländereien, eine Kopie der Besitzurkunde oder des Kaufvertrags oder ggf. der spätestens am 15. Mai 2004 unterzeichneten Verkaufszusage, unter der Bedingung, dass der Landwirt innerhalb von zehn Tagen nach Unterzeichnung der Verkaufszusage eine Kopie übermittelt, falls der Landwirt sich dazu verpflichtet hat;

- Handelt es sich um die langfristige Pacht eines Teils des Betriebs oder des gesamten Betriebs, entweder die Kopie des vor dem 15. Mai 2004 vor einem Notar unterzeichneten Pachtvertrags, oder die Kopie eines vor dem 15. Mai 2004 privatschriftlich unterzeichneten Vertrags, der vor dem Datum des Einreichens des ursprünglichen Antrags auf Ansprüche aus der Nationalen Reserve gemäß Artikel 5 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 eingetragen worden sein muss.

§ 4. Bezieht sich die Begründung auf den Ankauf oder die Pacht von Ländereien und sind die in den Paragraphen 1 bis 3 angeführten Bedingungen erfüllt, so wird die Anzahl der dem Landwirt gewährten Ansprüche um eine Anzahl von Ansprüchen erhöht, die der Anzahl der von der Verwaltung berücksichtigten Hektar entspricht, deren Nutznießung dieser Landwirt durch Erbschaft, Ankauf oder Pacht der betreffenden Ländereien übernommen hat.

Die berücksichtigte Anzahl Hektar wird mit dem Koeffizienten 0,83 multipliziert, der auch als Beihilfefähigkeitsatz bezeichnet wird. Der Wert jedes dieser durch die Verwendung der nationalen Reserve gewährten Ansprüche entspricht dem regionalen Durchschnittswert, d.h. 252,60 Euro, reduziert um die in den Artikeln 41 und 42 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 erwähnten Kürzungen.

Art. 6 - § 1. Falls die Begründung des für das Jahr 2005 eingereichten Antrags auf Bestimmung oder Anpassung der Ansprüche durch die Verwendung der nationalen Reserve sich auf Anwendung von Umstrukturierungsprogrammen bezieht, so können lediglich die drei nachfolgenden Situationen von der Verwaltung berücksichtigt werden:

1° im Anschluss an eine amtliche Flurbereinigungsmaßnahme hat der Landwirt eine Fläche erhalten, die geringer ist als jene, über die er vor der Flurbereinigung verfügte;

2° im Anschluss an eine Enteignung wegen allgemeinen Interesse oder aufgrund einer Abänderung der Zweckbestimmung im Sektorenplan, ist wenigstens eine der Parzellen, die der Landwirt angegeben hat und die bei der Berechnung der Hektarzahl nach Artikel 43, Absatz 1 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 berücksichtigt worden ist, nicht weiter nutzbar und zwar seit einem Datum zwischen dem 1. Januar 2000 und dem Datum des Einreichens des ursprünglichen Antrags auf Ansprüche aus der nationalen Reserve gemäß Artikel 5 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006;

3° im Anschluss an einen Ankauf durch eine Provinz, eine Gemeinde, eine Interkommunale oder ein Naturschutzgebiet, ist wenigstens eine der Parzellen, die der Landwirt angegeben hat und die bei der Berechnung der Hektarzahl nach Artikel 43, Absatz 1 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 berücksichtigt worden ist, nicht weiter nutzbar und zwar seit einem Datum zwischen dem 1. Januar 2000 und dem Datum des Einreichens des ursprünglichen Antrags auf Ansprüche aus der nationalen Reserve gemäß Artikel 5 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006;

§ 2. Bezieht sich die Begründung auf die Anwendung von Umstrukturierungs- und/oder Entwicklungsprogrammen, so müssen die folgenden Bedingungen erfüllt werden:

- der Antrag darf sich nur auf normale Ansprüche beziehen;
- der Landwirt muss bei dem Einreichen seinen ursprünglichen Antrags auf Ansprüche aus der nationalen Reserve alle Flächen, die von ihm genutzt werden, angeben;
- die verlorenen Flächen dürfen weder im Jahre 2005, noch in den darauffolgenden Jahren in der Flächenerklärung angegeben werden;

- das Verhältnis zwischen der gesamten Fläche der 2005 in der Flächenerklärung und dem Antrag auf Beihilfen mit den Bestimmungscodes A, X und I angegebenen Parzellen und der Hektarzahl nach Artikel 43, Absatz 1 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 muss größer oder gleich als 0,5 und kleiner als 1 sein.

§ 3. Der antragstellende Landwirt muss das in Artikel 2, Absatz 3 angeführte Musterformular einreichen, indem er die Anzahl Hektar angibt, deren Nutznießung er durch die Anwendung des betreffenden Umstrukturierungsprogramms verloren hat.

Im Falle einer amtlichen Flurbereinigungsmaßnahme müssen der Begründung des Antrags die nachfolgenden Belege beigefügt werden:

- eine Kopie der Flurbereinigungsurkunde oder der Urkunde über den Betriebsaustausch, ausgestellt durch das Immobilienerwerbskomitee;
- ein Orthofotoplan, auf dem alle betreffenden Parzellen in roter Farbe eingezeichnet und nummeriert sind;

Handelt es sich um eine Enteignung wegen allgemeinen Interesse oder bei einer Abänderung der Zweckbestimmung im Sektorenplan müssen der Begründung des Antrags die nachfolgenden Belege beigefügt werden:

- für jede betreffende Parzelle eine Kopie der Enteignungsurkunde oder des Beschlusses zur Abänderung des Sektorenplans;
- ein Orthofotoplan, auf dem alle betreffenden Parzellen in roter Farbe eingezeichnet und nummeriert sind;
- eine Tabelle, auf der alle betreffenden Parzellen, die im Laufe der Jahre der Referenzzeitraums vorhanden sind, angeführt werden.

Im Anschluss an einen Ankauf durch eine Provinz, eine Gemeinde, eine Interkommunale oder ein Naturschutzgebiet müssen der Begründung des Antrags die nachfolgenden Belege beigefügt werden:

- für jede betreffende Parzelle eine Kopie des Kaufvertrags;
- ein Orthofotoplan, auf dem der oder die betreffenden Parzellen in roter Farbe eingezeichnet und nummeriert sind;
- eine Tabelle, auf der alle betreffenden Parzellen, die im Laufe der Jahre der Referenzzeitraums vorhanden sind, angeführt werden.

§ 4. Bezieht sich die Begründung auf die Anwendung von Umstrukturierungs- und/oder Entwicklungsprogrammen und sind die in den Paragraphen 1 bis 3 angeführten Bedingungen erfüllt, so wird die Anzahl der dem Landwirt gewährten Ansprüche um eine Anzahl von Ansprüchen verringert, die den durch den Landwirt verlorenen Flächen entsprechen, und wird der Einheitswert der Ansprüche erhöht und berechnet nach Artikel 7, Absatz 4 der Verordnung (EG) Nr. 795/2004.

Art. 7 - Falls die Begründung des für das Jahr 2005 eingereichten Antrags auf Bestimmung oder Anpassung der Ansprüche durch die Verwendung der nationalen Reserve sich auf eine Verwaltungshandlung oder einen Gerichtsbeschluss bezieht, so können lediglich die spätestens am 31. März 2005 verkündeten Entscheide berücksichtigt werden.

Art. 8 - Verstöße gegen den vorliegenden Erlass werden ermittelt, festgestellt und geahndet gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei.

Zudem können Verstöße gegen die geltenden gesetzlichen Bestimmungen gemäß der Verordnung (EG) Nr. 796/2004 zum Entzug der Prämien führen.

Art. 9 - Bei Strafe von Verfall oder Nichtigkeit muss jeglicher Einspruch gegen einen in Anwendung des vorliegenden Erlasses gefassten Beschluss per innerhalb des Monats nach der Mitteilung des besagten Beschlusses an die Verwaltung gerichtetes Einschreiben eingereicht werden.

Art. 10 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2005 wirksam.

Namur, den 7. Juli 2006

B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 4096

[2006/203314]

7 JULI 2006. — Ministerieel besluit betreffende de aanvragen om vaststelling of aanpassing van de bedrijfstoelagrechten in 2005 door het gebruik van de nationale reserve ter uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, laatst gewijzigd bij de bijzondere wet van 12 augustus 2003;

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, inzonderheid op artikel 3, § 1, 1^o, gewijzigd bij de wet van 29 december 1990;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers en houdende wijziging van Verordeningen (EEG) nr. 2019/93, (EG) nr. 1452/2001, (EG) nr. 1453/2001, (EG) nr. 1454/2001, (EG) nr. 1868/94, (EG) nr. 1251/1999, (EG) nr. 1254/1999, (EG) nr. 1673/2000, (EEG) nr. 2358/71 en (EG) nr. 2529/2001, laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 319/2006 van de Commissie van 20 februari 2006;

Gelet op Verordening (EG) nr. 795/2004 van de Commissie van 21 april 2004 houdende bepalingen voor de uitvoering van de bedrijfstoelageregeling waarin is voorzien bij Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers, laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 658/2006 van de Commissie van 27 april 2006;

Gelet op Verordening (EG) nr. 796/2004 van de Commissie van 21 april 2004 houdende uitvoeringsbepalingen inzake de randvoorwaarden, de modulatie en het geïntegreerd beheers- en controlesysteem waarin is voorzien bij Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers, laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 659/2006 van de Commissie van 27 april 2006;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 18 juni 2003 tussen de federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het gebied van landbouw en visserij;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 30 maart 2004 tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het gebied van landbouw en visserij;

Gelet op de notificatie door België d.d. 29 juli 2004 in hoofde van artikelen 58, § 1, 64, § 1, en 70, § 1, punt a), 2de streepje, van Verordening (EG) nr. 1782/2003;

Gelet op het overleg van 12 juni 2006 tussen de gewestregeringen en de federale overheid;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende de verplichting om zich onverwijld te schikken naar de in de aanhef bedoelde verordeningen van de Raad en de Commissie;

Overwegende dat wat betreft het gebruik van de nationale reserve voor de toekenning van bedrijfstoelagrechten, de voorwaarden om in aanmerking te komen voor die rechten nader moeten worden bepaald voor de landbouwers die zich bevinden in bijzondere toestanden of bij herstructurerings- en/of ontwikkelingsprogramma's en dat vaststellings- of aanpassingsvoorwaarden m.b.t. die rechten moeten worden bepaald;

Overwegende dat voor het kalenderjaar 2005 de landbouwers die in aanmerking wensen te komen voor die rechten uit de nationale reserve, hun aanvraag moeten indienen uiterlijk op 31 maart 2005 en ingelicht moeten worden over de toekenningsvoorwaarden en -modaliteiten;

Overwegende dat om de aanvragen om vaststelling of aanpassing van de bedrijfstoelagrechten door het gebruik van de nationale reserve efficiënt te controleren, de werkelijkheid van gehele of gedeeltelijke bedrijfsoverdrachten moet geverifieerd worden door het bestuur wanneer dergelijke overdrachten worden ingeroepen;

Overwegende dat met het oog op vereenvoudiging, de al ter beschikking van het bestuur gestelde gegevens moeten worden gebruikt;

Overwegende dat in het kader van de aanvragen om vaststelling of aanpassing van bedrijfstoelagrechten door het gebruik van de nationale reserve, het bewijs van het bestaan van een huurovereenkomst kan worden geleverd door alle wettelijke middelen, getuigen en vermoedens inbegrepen en dat derhalve het gebruik van de gronden zoals aangegeven door de landbouwers in hun oppervlakteaangifte een vermoeden vormt van het bezit van die gronden door laatstgenoemden;

Overwegende dat de oppervlakteaangiften ter beschikking van het bestuur worden gesteld en dat derhalve voornoemd element verificerbaar is;

Overwegende dat er in boetes is voorzien bij slechte toepassing van de nieuwe rechtstreekse bedrijfstoelageregeling of bij niet-naleving van de termijnen opgelegd bij de Europese regelgeving voor de instelling van dat stelsel;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996,

Besluit :

Artikel 1. Naast de bestaande definities van Verordening (EG) nr. 1782/2003 van 29 september 2003 van de Raad en Verordeningen (EG) nr. 795/2004 en 796/2004 van 21 april 2004 van de Commissie, wordt voor de toepassing van dit besluit verstaan onder :

1^o "recht" : recht op de bedrijfstoelag zoals bedoeld in artikel 43 van Verordening (EG) nr. 1782/2003;

2^o "feitelijke vererving" : vererving, vastgelegd via de regels van het erfrecht;

3^o "verwachte vererving" : overname bij schenking onder levenden;

4^o "productie-eenheidsnummer" : het door het bestuur gebruikte enige nummer ter identificatie van het geheel van de functioneel samenhangende middelen, met inbegrip van de gebouwen, opslaginfrastructuur, gekweekte dieren en gronden die voor de landbouwer nodig zijn om één of meerdere landbouwactiviteiten uit te oefenen.

Art. 2. De landbouwer die zich in een bijzondere situatie bevindt en die in 2005 een aanvankelijke aanvraag indient om de vaststelling of aanpassing van zijn rechten door gebruik van de nationale reserve, overeenkomstig artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid, moet zijn aanvraag met redenen omkleeden overeenkomstig de voorschriften van het bestuur. De aanvraag kan alleen gegrond zijn op één of eventueel verschillende situaties bedoeld in artikel 3. Alle vereiste voorwaarden betreffende het betrokken element moeten vervuld zijn.

Deze bepaling is ook van toepassing op de landbouwers in gebieden waar herstructurerings- en/of ontwikkelingsprogramma's gaande zijn.

De motivering van de aanvankelijke aanvraag van de landbouwer moet worden ingediend d.m.v. het door het bestuur ter beschikking gestelde standaardformulier.

Wanneer de landbouwer-aanvrager of, in voorkomend geval, overdrager een groepering van natuurlijke personen is of een rechtspersoon met verschillende beheerders, moeten alle betrokken personen het aanvraagformulier ondertekenen.

Art. 3. § 1. Wat betreft de in artikel 2 bedoelde aanvragen die in 2005 ingediend zijn, kunnen vier situaties in aanmerking worden genomen :

- 1° de investeringen in productiecapaciteit;
- 2° de aankoop of huur van grond;
- 3° de toepassing van herstructureringsprogramma's;
- 4° de administratieve akten en gerechtelijke beslissingen.

§ 2. Het geheel van de rechten van de landbouwers die vastgesteld of aangepast zijn door gebruik van de nationale reserve moet elk jaar worden gebruikt tijdens een periode van vijf jaar vanaf de toekenning daarvan, overeenkomstig artikel 18 van voornoemd besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006.

Bij aanpassing van de bestaande rechten is het eerste lid echter niet van toepassing op rechten waarvoor de verhoging van de eenheidswaarde lager of gelijk is aan 20 %.

Art. 4. § 1. Wanneer de motivering van de aanvraag in 2005 om vaststelling of aanpassing van de rechten door gebruik van de nationale reserve gegrond is op investeringen in productiecapaciteit, moeten de volgende voorwaarden vervuld zijn :

- de landbouwer heeft geïnvesteerd in productiecapaciteit betreffende de steunregelingen voor de dierensector, die opgenomen zijn in de berekening van de rechten, de zgn. ontkoppelde regelingen, met uitzondering van de regelingen bedoeld in het derde lid van artikel 2 van de Waalse Regering van 23 februari 2006;
- de betrokken investeringen betreffen de bouw, renovatie en aankoop van voor veehouderij bestemde gebouwen;
- de investering moet gelijk zijn aan minstens 12.500 euro in voor veehouderij bestemde gebouwen in de rundersector of 1.250 euro in dergelijke gebouwen in de schapensector;
- de investering geeft geen recht op betalingen op grond van ontkoppelde regelingen tijdens de referentieperiode;
- de investering moet uitgevoerd zijn uiterlijk op 15 mei 2004;
- in geval van bouw, uitrusting of renovatie moeten de facturen betreffende de uitgevoerde werken opgemaakt zijn tussen 1 januari 2000 en 15 mei 2004 en moeten conform zijn met de fiscale regelgeving;
- in geval van aankoop van een gebouw, mag het niet gebruikt zijn door de landbouwer tijdens de referentieperiode en moet de aankoopakte ondertekend zijn uiterlijk op 15 mei 2004 of indien de aankoop nog niet heeft plaatsgevonden, moet de voorlopige koopakte ondertekend zijn uiterlijk op 15 mei 2004;
- in geval van aankoop van een gebouw, mag de landbouwer-aanvrager geen aanvraag om herziening van de voorlopige rechten hebben ingediend indien die gegrond zou zijn op een feitelijke vererving, een verwachte vererving, een erfopvolging bij wege van huuroverdracht, een fusie of splitsing van bedrijven of een privaatrechtelijke contractuele clausule bij grondoverdracht zoals bedoeld in artikel 3, paragraaf 21, punten 3°, 5° en 9°, van voornoemd besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006;
- de som van de verkregen steun in de rundvleessector voor het of de ontkoppelde steunregelingen of van de steun in de schapensector voor de premieperiode 2004 moet hoger zijn met ten minste 30 % dan het gemiddelde van de verleende steun tijdens de referentieperiode.

§ 2. De landbouwer-aanvrager moet het in artikel 2, derde lid, bedoelde standaardformulier indienen nadat hij er de vereiste samenvattende tabel(len) van de facturen op heeft ingevuld.

De motivering van de aanvraag moet vergezeld zijn van de volgende bewijsstukken die noodzakelijk zijn voor de behandeling van die aanvraag :

- in geval van bouw, uitrusting of renovatie, een afschrift van de facturen betreffende de verrichte werken met duidelijke vermelding van, o.a., het factuurnummer, de datum, de naam en het adres van de landbouwer alsook het BTW-nummer;
- in geval van aankoop van een gebouw, een afschrift van de eigendoms- of aankoopakte of in voorkomend geval, van de voorlopige koopakte voorzover de landbouwer een afschrift van de aankoopakte meedeelt binnen 10 dagen na het opmaken daarvan en op voorwaarde dat de landbouwer zich ertoe verbindt.

§ 3. In geval van motivering gegrond op investeringen in productiecapaciteit, wanneer aan de in §§ 1 en 2 bedoelde voorwaarden voldaan is, wordt het in artikel 37, eerste paragraaf, van Verordening (EG) nr. 1782/2003 bedoelde referentiebedrag berekend door vervanging van de referentiebedragen betreffen de steun voor schapen en/of geiten door de gegevens betreffende de in 2004 verleende steun voor runderen en/of varkens.

Art. 5. § 1. Wanneer de motivering van de aanvraag in 2005 om vaststelling of aanpassing van de rechten door gebruik van de nationale reserve gegrond is op de aankoop of huur van grond, worden enkel de drie volgende toestanden erkend door het bestuur :

- 1° de feitelijke of verwachte vererving van een bedrijf of een gedeelte daarvan dat tijdens de referentieperiode en uiterlijk op 15 mei 2004 aan een derde persoon was verhuurd;
- 2° de aankoop van grond uiterlijk op 15 mei 2004;
- 3° de langdurige huur van het geheel of een gedeelte van een bedrijf tussen 1 januari 2003 en 15 mei 2004.

§ 2. In geval van motivering gegrond op de aankoop of huur van grond moeten de volgende voorwaarden vervuld zijn :

- de overdrager van de betrokken grond was de eigenaar daarvan;
- in geval van feitelijke of verwachte vererving werd de betrokken grond verhuurd aan één of meerdere derden;
- de landbouwer-aanvrager mag de betrokken oppervlakte niet hebben aangegeven tijdens het geheel of een gedeelte van de referentieperiode;
- in geval van aankoop, feitelijke of verwachte vererving of van huur nadat de verpachter de pacht opgezegd heeft met het oog op een persoonlijke exploitatie, ter uitvoering van artikel 7 van de pachtwet, moet die oppervlakte door de landbouwer-aanvrager aangegeven zijn in zijn oppervlakteaangifte 2005;

- in andere gevallen moet die oppervlakte door de landbouwer-aanvrager aangegeven zijn in zijn oppervlakte-aangiffen 2004 en 2005;
- de betrokken oppervlakte moet gelijk zijn aan minstens 2 hectaren;
- de door de landbouwer-aanvrager aangegeven totale oppervlakte 2005 moet gelijk of hoger zijn dan het voorlopig genoteerde aantal hectaren zoals bedoeld in artikel 43, paragraaf 1, van Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers, verhoogd met de betrokken oppervlakte;
- het gemiddelde aantal hectaren zoals bedoeld in artikel 43, § 1, van Verordening (EG) nr. 1782/2003 moet verhoogd zijn met minstens 5 % van de betrokken oppervlakte;
- wat betreft de betrokken oppervlakte mag, geheel of gedeeltelijk, geen aanvraag om herziening van de voorlopige rechten ingediend worden indien die gegrond zou zijn op een feitelijke of verwachte vererving, een erfopvolging bij wege van huuroverdracht, een fusie of splitsing van bedrijven of een privaatrechtelijke contractuele clause bij grondoverdracht zoals bedoeld in artikel 3, paragraaf 2, punten 3°, 5° en 9°, van voornoemd besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006.

§ 3. De landbouwer-aanvrager moet het in artikel 2, derde lid, bedoelde standaardformulier indienen met vermelding van het aantal hectaren waarvan hij het genot heeft overgenomen krachtens de betrokken vererving, aankoop of huur van grond.

De motivering van de aanvraag moet vergezeld zijn van de volgende bewijsstukken die noodzakelijk zijn voor de behandeling van die aanvraag :

- een orthofotoplan waarop alle percelen die het voorwerp uitmaken van de betrokken vererving, aankoop of huur van grond, staan getekend en in het rood genummerd;
- in geval van feitelijke of verwachte vererving, een notarieel attest of een afschrift van de verervings- of schenkingsakte;
- in geval van aankoop van grond, een afschrift van de eigendoms- of aankoopakte of in voorkomend geval, van de voorlopige koopakte, uiterlijk op 15 mei 2004 ondertekend, voorzover de landbouwer een afschrift van de aankoopakte meedeelt binnen 10 dagen na het opmaken daarvan en op voorwaarde dat de landbouwer zich ertoe verbindt;
- in geval van langdurige huur van het geheel of een gedeelte van een bedrijf, hetzij het afschrift van de pacht, ondertekend voor de notaris vóór 15 mei 2004, hetzij het afschrift van een onderhandse huurovereenkomst, uiterlijk op 15 mei 2004 ondertekend en geregistreerd vóór de indieningsdatum van de aanvankelijke aanvraag om rechten uit de nationale reserve bedoeld in artikel 5 van voornoemd besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006.

§ 4. In geval van motivering niet gegrond op de aankoop van grond, wanneer de in §§ 1 tot 3 bedoelde voorwaarden zijn vervuld, wordt het aan de landbouwer toegekende aantal rechten verhoogd met een aantal rechten dat gelijk is aan het door het bestuur in aanmerking genomen aantal hectaren, waarvan hij het genot heeft overgenomen krachtens de betrokken vererving, aankoop of huur van grond.

Dat aantal hectaren wordt vermenigvuldigd met coëfficiënt 0,83, "premiewaardigheidspercentage" genoemd. De waarde van elk van die toegekende rechten uit de nationale reserve stemt overeen met het gewestelijke gemiddelde, namelijk 252,60 euro, verminderd met de verlagingen zoals bedoeld in artikelen 41 tot 42 van Verordening (EG) nr. 1782/2003.

Art. 6. § 1. Wanneer de motivering van de aanvraag in 2005 om vaststelling of aanpassing van de rechten door gebruik van de nationale reserve gegrond is op de toepassing van herstructureringsprogramma's, worden enkel de drie volgende toestanden erkend door het bestuur :

- 1° als gevolg van een officiële ruilverkaveling heeft de landbouwer een lagere oppervlakte gekregen dan die waarover hij beschikte vóór die ruilverkaveling;
- 2° als gevolg van een onteigening in het algemeen belang of van een wijziging van bestemming in het gewestplan, mag ten minste één van de grondpercelen, aangegeven door de landbouwer en in aanmerking genomen voor de berekening van zijn aantal hectaren zoals bedoeld in artikel 43, § 1, van Verordening (EG) nr. 1782/2003, niet meer uitgebaat worden tussen 1 januari 2000 en de indieningsdatum van de aanvankelijke aanvraag om rechten uit de nationale reserve, zoals bedoeld in artikel 5 van voornoemd besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006;
- 3° als gevolg van aankoop door een provincie, gemeente, intercommunale vennootschap of natuurreservaat, mag ten minste één van de grondpercelen, aangegeven door de landbouwer en in aanmerking genomen voor de berekening van zijn aantal hectaren zoals bedoeld in artikel 43, § 1, van Verordening (EG) nr. 1782/2003, niet meer uitgebaat worden tussen 1 januari 2000 en de indieningsdatum van de aanvankelijke aanvraag om rechten uit de nationale reserve, zoals bedoeld in artikel 5 van voornoemd besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006.

§ 2. In geval van motivering gegrond op de toepassing van herstructurerings- en/of ontwikkelingsprogramma's moeten de volgende voorwaarden vervuld zijn :

- de aanvraag betreft enkel gewone rechten;
- de landbouwer moet alle rechten waarvan hij het genot heeft, aangeven wanneer hij zijn aanvankelijke aanvraag om rechten uit de nationale reserve indient;
- de verloren oppervlakten worden niet aangegeven in 2005 noch tijdens de daaropvolgende jaren;
- de verhouding tussen de totale oppervlakte van de percelen die aangegeven zijn met bestemmingscodes A, X en I in de oppervlakteaangifte en steunaanvraag 2005 en het aantal hectaren zoals bedoeld in artikel 43, paragraaf 1, van Verordening (EG) nr. 1782/2003 moet hoger of gelijk zijn aan 0,5 en lager zijn dan 1.

§ 3. De landbouwer-aanvrager moet het in artikel 2, derde lid, bedoelde standaardformulier indienen met vermelding van het aantal hectaren waarvan hij het genot heeft verloren krachtens de toepassing van het betrokken herstructureringsprogramma.

In geval van officiële ruilverkaveling moeten de volgende bewijsstukken gevoegd worden bij de motivering van de aanvraag :

- een afschrift van de door het Comité tot aankoop van onroerende goederen opgemaakte ruilverkavelings- of bedrijfsuitwisselingsakte;
- een orthofotoplan waarop het of de betrokken percelen staan getekend en in het rood genummerd.

Als gevolg van een onteigening in het algemeen belang of van een wijziging van bestemming in het gewestplan, moeten de volgende bewijsstukken gevoegd worden bij de motivering van de aanvraag :

- voor elk betrokken perceel, een afschrift van de onteigeningsakte of van de beslissing tot wijziging van het gewestplan;
- een orthofotoplan waarop het of de betrokken percelen staan getekend en in het rood genummerd;
- een tabel met de betrokken percelen tijdens de jaren van de referentieperiode.

In geval van aankoop door een provincie, gemeente, intercommunale vennootschap of natuurreservaat, moeten de volgende bewijsstukken worden gevoegd bij de motivering van de aanvraag :

- voor elk betrokken perceel, een afschrift van de aankoopakte;
- een orthofotoplan waarop het of de betrokken percelen staan getekend en in het rood genummerd;
- een tabel met de betrokken percelen tijdens de jaren van de referentieperiode.

§ 4. In geval van motivering gegrond op de toepassing van herstructurerings- en/of ontwikkelingsprogramma's, wanneer de in §§ 1 tot 3 bedoelde voorwaarden zijn vervuld, wordt het aan de landbouwer toegekende totaal aantal rechten verminderd met het aantal rechten overeenstemmend met de door de landbouwer verloren oppervlakten en wordt de eenheidswaarde van de rechten verhoogd en berekend overeenkomstig artikel 7, § 4, van Verordening (EG) nr. 795/2004.

Art. 7. Wanneer de motivering van de aanvraag in 2005 om vaststelling of aanpassing van de rechten door het gebruik van de nationale reserve gegrond is op een administratieve akte of op een gerechtelijke beslissing, worden enkel de vonnissen in aanmerking genomen die uiterlijk 31 maart 2005 geveld zijn.

Art. 8. De overtredingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld en gestraft overeenkomstig de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten.

Daarnaast kunnen overtredingen van de geldende rechtsvoorschriften leiden tot inhoudingen van de premies conform Verordening (EG) nr. 796/2004.

Art. 9. Op straffe van verval of nietigheid moet elk beroep tegen een beslissing genomen overeenkomstig dit besluit bij aangetekende brief worden ingediend bij het bestuur binnen de maand na de kennisgeving van de beslissing.

Art. 10. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2005.

Namen, 7 juli 2006.

B. LUTGEN

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 4097

[2006/203315]

7 JUILLET 2006. — Arrêté ministériel portant application de la conditionnalité prévue par l'article 27 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune, et relatif aux critères et aux montants de pénalités en cas de certaines irrégularités constatées en matière de régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée en dernier lieu par la loi du 12 août 2003;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, notamment l'article 3, § 1^{er}, point 1^o, modifiée en dernier lieu par l'arrêté royal du 22 février 2001;

Vu le Règlement (CE) n° 1258/1999 du Conseil du 17 mai 1999 relatif au financement de la politique agricole commune;

Vu le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs et modifiant les Règlements (CEE) n° 2019/93, (CE) n° 1452/2001, (CE) n° 1453/2001, (CE) n° 1454/2001, (CE) n° 1868/94, (CE) n° 1251/1999, (CE) n° 1254/1999, (CE) n° 1673/2000, (CEE) n° 2358/71 et (CE) n° 2529/2001, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2183/2005 de la Commission du 22 décembre 2005;

Vu le Règlement (CE) n° 795/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application du régime de paiement unique prévu par le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, modifié en dernier lieu par Règlement (CE) n° 2183/2005 de la Commission du 22 décembre 2005;

Vu le Règlement (CE) n° 796/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application de la conditionnalité, de la modulation et du système intégré de gestion et de contrôle prévus par le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 263/2006 de la Commission du 15 février 2006;

Vu le Règlement (CE) n° 1973/2004 de la Commission du 29 octobre 2004 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil en ce qui concerne les régimes d'aides prévus aux titres IV et IV^{bis} dudit règlement et l'utilisation de terres mises en jachère pour la production de matières premières, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 2182/2005 de la Commission du 22 décembre 2005;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 fixant les lignes directrices de la conditionnalité prévue par l'article 27 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune;

Vu la concertation entre les gouvernements régionaux et l'autorité fédérale intervenue le 12 juin 2006;

Vu le protocole du 23 juin 2005 entre l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire (AFSCA), la Division des Aides à l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne (IG2) et l'Administration de la Gestion et de la Qualité de la Production agricole du Ministère de la Communauté flamande (ABKL), relatif à la conditionnalité;

Vu l'urgence;

Considérant l'obligation de se conformer sans retard aux règlements du Conseil et de la Commission visés au préambule;

Considérant l'attribution aux Régions des compétences dans le domaine de l'agriculture à partir du 1^{er} janvier 2002;

Considérant que les agriculteurs, depuis l'instauration au 1^{er} janvier 2005 des nouveaux régimes de soutien direct, sont tenus de respecter les exigences réglementaires en matière de gestion, les normes en matière de bonnes conditions agricoles et environnementales, y compris pour les superficies laissées hors production, ainsi que les obligations en ce qui concerne le maintien des terres consacrées aux pâturages permanents;

Considérant qu'il y a lieu de préciser les modalités d'application de la conditionnalité en Région wallonne;

Considérant que les critères et montants de pénalités en cas d'irrégularités constatées doivent être déterminés;

Considérant que les lignes directrices de la conditionnalité et leurs conséquences éventuelles en cas d'irrégularité ont fait l'objet de concertations avec les organismes spécialisés compétents en la matière et avec les représentants des agriculteurs;